

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISOLA COMPOSITE FRANCE

27 FG DE BELFORT
BP 49
90100 Delle

Références : UID 257090/SPR/ WG 2023 - 0831A
Code AIOT : 0005901400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement ISOLA COMPOSITE FRANCE implanté 27 FG DE BELFORT BP 49 90100 Delle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISOLA COMPOSITE FRANCE
- 27 FG DE BELFORT BP 49 90100 Delle
- Code AIOT : 0005901400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette société est spécialisée dans la formulation et la production de planches composites réalisées à partir de vernis et de mat de verre (fibre de verre). Ces matériaux composites peuvent avoir de

multiples usages dans de nombreux domaines. S'ils sont plus connus pour leur utilisation en isolation électrique ou thermique, cette matière peut également se montrer très utile dans les applications électroniques grâce à leur propriété en matière de dissipation des charges électrostatiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- tiers demandeur,
- autosurveillance air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/06/1993, article Annexe I	/	Sans objet
3	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Procédure tiers demandeur	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, l'exploitant doit :

- revoir la situation administrative de son site ;
- procéder à la mise à jour des études d'impact et de dangers ayant conduit à la délivrance de l'arrêté d'autorisation du 21/06/1993 ;
- réaliser des analyses sur les émissions atmosphériques du site comprenant en particulier les COV spécifiques visés à l'annexe III et ceux présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F conformément à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1993, article Annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Projet de réorganisation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Non reprise
<p>Constats : Comme suite à l'inspection du 22 juillet 2021, vous avez présenté la situation administrative du site (voir PJ). Comme suite à la visite du site et aux échanges, je vous confirme qu'il est nécessaire de comptabiliser les volumes disponibles au niveau des activités de mélanges et de préparation des colles, le classement ne retenant que les quantités situées sur le parc à fûts.</p> <p>A cela il convient de préciser que la rubrique 1978-8 doit être intégrée au classement proposé.</p> <p><u>Demande de compléments n°1.1 :</u> La situation administrative doit être revue en tenant compte des commentaires ci-dessus et transmise à l'Inspection.</p> <p>Les échanges ont également montré que la réorganisation spatiale des activités n'est plus d'actualité.</p> <p><u>Demande de compléments n°1.2 :</u> Considérant la stabilité de l'emprise foncière des activités, l'emplacement du site en milieu urbain, l'ancienneté des dernières études d'impact et de dangers ayant permis d'établir le dernier arrêté d'autorisation en date du 21/06/1993 et l'évolution de la réglementation durant les 30 dernières années, il est demandé, sur la base de l'article R.181-45, la remise de la mise à jour des études d'impact et de dangers (visées aux articles R.181-12 à D.181-15-11). L'exploitant transmet sous un mois le plan d'actions assorti d'un échéancier pour la remise des études.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure tiers demandeur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-21
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif d'une ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif d'une installation classée pour la protection de l'environnement ou postérieurement à cette dernière, un tiers intéressé peut demander au représentant de l'Etat dans le département de se substituer à l'exploitant, avec son accord, pour réaliser les travaux de réhabilitation en fonction de l'usage que ce tiers envisage pour le terrain concerné.</p> <p>II. - Lorsque l'usage ou les usages envisagés par le tiers demandeur sont d'une autre nature que ceux définis, selon le cas, en application des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 ou L. 512-12-1, le tiers demandeur recueille l'accord du dernier exploitant, du maire ou du président de l'établissement</p>

public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, du propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.

III. - Le tiers demandeur adresse au représentant de l'Etat dans le département un mémoire de réhabilitation définissant les mesures permettant d'assurer la compatibilité entre l'usage futur envisagé et l'état des sols.

IV. - Le représentant de l'Etat dans le département se prononce sur l'usage proposé dans le cas mentionné au II et peut prescrire au tiers demandeur les mesures de réhabilitation nécessaires pour l'usage envisagé.

V. - Le tiers demandeur doit disposer de capacités techniques suffisantes et de garanties financières couvrant la réalisation des travaux de réhabilitation définis au IV pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et l'usage défini.

Toute modification substantielle des mesures prévues dans le mémoire de réhabilitation rendant nécessaires des travaux de réhabilitation supplémentaires pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage envisagé peut faire l'objet d'une réévaluation du montant des garanties financières.

Lorsqu'un autre tiers intéressé souhaite se substituer au tiers demandeur, avec l'accord de celui-ci et de l'exploitant, il adresse une demande au représentant de l'Etat dans le département. Le représentant de l'Etat dans le département s'assure que l'usage prévu est identique à celui sur lequel il s'est prononcé. Si tel est le cas, seule la vérification des conditions prévues au présent V est effectuée, sans nouvelle application des II à IV, en vue de prendre une nouvelle décision.

VI. - Les arrêtés préfectoraux prévus au présent article peuvent faire l'objet des mesures de police prévues au chapitre Ier du titre VII du livre Ier.

VII. - En cas de défaillance du tiers demandeur et de l'impossibilité de mettre en œuvre les garanties financières mentionnées au V, le dernier exploitant met en œuvre les mesures de réhabilitation pour l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1.

VIII. - Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article. Il prévoit, notamment, les modalités de substitution du tiers et le formalisme de l'accord de l'exploitant ou du propriétaire.

Constats :

En juin 2022, la CCST a déposé dans le cadre de la procédure tiers demandeur une demande d'accord préalable pour laquelle une suite favorable a été délivrée par lettre préfectorale en date du 30 juin 2022. Cette demande est liée à l'opération de restructuration des activités de la société Isola Composite France pour laquelle la CCST projette une reconversion des terrains libérés par cette opération.

Depuis le dépôt de la demande, il convient de préciser que les éléments présentés ont fait l'objet d'une nouvelle analyse qui conduit à considérer que la demande de tiers demandeur n'est plus fondée en droit.

En effet, cette procédure intervient après cessation d'activité dont les critères sont définis à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire quand des activités classées cessent purement ou sortent du champ de la législation sur les installations classées en raison de la baisse du niveau de leur activité par rapport aux seuils définis par la nomenclature.

Dans le cas figure présent, la simple libération de terrain ne peut donc être considérée comme une cessation d'activité.

Néanmoins, l'opération voulue par la CCST en concertation avec la société ICF demeure toujours possible. Seul le cadre juridique de la reconversion évolue pour rentrer dans celui du processus de modification des conditions d'exploiter pour lequel l'Inspection aura pour unique interlocuteur et responsable : l'exploitant (le code de l'environnement ne prévoit pas de transfert à un tiers, de ce type de modification). Il est toujours possible aux deux parties de convenir par un acte sous seing privé ou authentique de la répartition des responsabilités et des modalités financières pour cette opération.

L'exploitant a été informé de ce nouveau cadre juridique lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :

1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

2° Monoxyde de carbone : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant une valeur limite d'émission pour le monoxyde de carbone.

3° Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.

4° Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :

a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³ ;

b) Protoxyde d'azote : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, lorsque l'installation est susceptible d'en émettre, une valeur limite d'émission pour le protoxyde d'azote.

5° Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.

6° Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF) : si le flux

horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

Dans le cas des unités de fabrication de l'acide phosphorique, de phosphore et d'engrais phosphatés, ces valeurs sont portées à 10 mg/m³.

7° Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NO_x), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) :

NO_x (1) (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ;

CH₄ : 50 mg/m³ ;

CO : 100 mg/m³.

Ces valeurs limites relatives à l'oxydation sont également applicables aux installations visées aux 19° à 35° de l'article 30 du présent arrêté, sauf si les valeurs limites spécifiées par les 19° à 36° de l'article 30 du présent arrêté sont plus sévères.

b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :

Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 av....

Constats : Les dernières mesures à l'émission datent de 2018. L'arrêté d'autorisation ne fixe pas de fréquence d'analyse ni les paramètres à analyser mais permet selon les dispositions de l'article 4.3 de demander à l'exploitant qu'il soit procédé des prélèvements et analyses.

Comme suite aux échanges passés sur ce sujet, je vous confirme que les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 s'appliquent aux activités du site puisque le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2661-1-a.

En conséquence, la surveillance des rejets atmosphériques relève des dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel qui réglemente 12 typologies de substances.

Toutefois, au regard de votre activité, seuls les points 1 et 7 sont à prendre en compte. Il s'agit respectivement des poussières et des COV.

S'agissant des COV, il faudra analyser les COV spécifiques visés à l'annexe III et ceux présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F.

Demande de compléments n°3.1 :

Sauf à ce qu'il soit démontré que les analyses déjà réalisées soient toujours représentatives de l'activité actuelle, il appartient à l'exploitant de procéder aux recherches de l'ensemble des COV (ceux de l'annexe III et ceux présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F).

L'exploitant transmet sous un mois le bon de commande.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet